

Plus de 2500 manifestants à Lausanne contre les renvois

Asile ► Quelque 2500 personnes ont manifesté samedi après-midi à Lausanne pour dénoncer la politique d'asile de la Suisse. «Stop aux renvois», «Réfugiés bienvenus» ou «Suisse terre d'écueil»: les slogans ont fusé dans les rues du centre-ville. Partis de Montbenon après 15h, les manifestants sont arrivés à la Riponne à 17h après un trajet largement arrosé par la pluie. Si la police les évaluait entre 2500 et 3000, les organisateurs ont affirmé avoir atteint les 3000 participants venus de «toute la Suisse».

«Un vol spécial pour le Conseil fédéral»: le cortège a scandé sa colère contre les renvois de migrants au nom des accords de Dublin. La conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga s'est retrouvée dans le même sac que le conseiller d'État vaudois PLR Philippe Leuba: «Vos renvois, on n'en veut pas».

Selon les manifestants, la Suisse a renié sa politique d'asile et adopté désormais des méthodes «qui broient les personnes et leurs droits». «Show us love and respect, we are human just like you», pouvait-on lire notamment sur une pancarte portée par des migrants.

«Accords de Dublin, accords de chiens», disait une autre banderole. La Suisse doit utiliser sa marge de manœuvre pour mettre un terme à des renvois Dublin dans des pays qui n'offrent aucune garantie aux réfugiés, voire pire, où ils pourraient finir par risquer leur vie.

Pour se détendre, sous la pluie parfois battante, les manifestants ont de temps à autre crié: «Il pleut, il fait froid, c'est la faute à Leuba». **ATS**

Les manifestants ont bravé la pluie pour dénoncer la politique d'asile de la Suisse. KEYSTONE



Jeudi dernier, l'association Tessera a vu le jour. Elle vise à faciliter l'intégration des migrants dans la commune.

Veyrier fait salle comble pour l'accueil des migrants

ERIC LECOULTRE

Asile ► La première assemblée de l'association Tessera aurait dû se dérouler à l'étage, dans un modeste espace de réunion. Mais les organisateurs de la soirée ont compris assez tôt l'engouement des Veyrites pour cette soirée et ont obtenu de la municipalité la mise à disposition de la grande salle communale. À raison, car peu avant l'ouverture de séance, la plupart des chaises sont occupées et l'on doit en installer davantage à l'arrière. Plus de quatre-vingt habitants sont venus assister à la naissance de cette association, ce jeudi soir (notre édition du 19 septembre dernier). Ils sont favorables à l'accueil de réfugiés à Veyrier, mais ne savent pas comment aider.

Au micro, l'ancien maire de la commune et député démocrate-chrétien, Pierre-Louis Portier, présente les personnes à l'origine du projet. Beaucoup sont issues de la communauté chrétienne et sont actifs dans diverses associations. «On ne les présente plus», plaisante l'ancien magistrat. Raymond Gavillet, conseiller administratif chargé des affaires sociales, explique que Tessera pourra compter sur «le soutien financier et logistique» de la commune. «Nous sommes toujours en discussions avec le canton, explique-t-il. Tout ce que nous savons, c'est que nous allons accueillir des migrants en 2017 et que nous le ferons avec la plus grande amitié, notamment grâce à votre association.»

Vient alors la partie plus formelle mais inévitable. Un homme à l'arrière s'interroge sur l'utilisation exclusive du mot «migrant» dans les statuts.

«N'aurait-il pas fallu utiliser le terme 'réfugié'?» Après dix minutes de discussions, on conclut que le nom «migrant», plus général et factuel, ne faisant pas référence à un statut légal, correspond mieux aux buts de cette association qui entend soutenir tous les nouveaux arrivants.

Créer un lien

Les statuts sont adoptés à l'unanimité. Aucune main discordante ne sera d'ailleurs brandie durant tous les votes de la soirée. Des acclamations couronnent le nouveau comité de cinq personnes, principalement des retraités. On explique que la cotisation est fixée à un tarif unique et modique de 20 francs, afin d'inciter les jeunes à s'engager sur le terrain.

En quoi consisteront justement les activités de Tessera? L'association a invité Katia Zenger, responsable de l'unité «actions intégration» à l'Hospice général, pour décrire concrètement comment s'organise l'accueil de réfugiés en foyer. «Les occupants sont toujours en contact avec d'autres personnes, explique-t-elle. Il y a très peu d'espace intime. Ces gens se heurtent, parfois. Ils vivent dans la peur de l'autre, c'est naturel. Notre travail est de créer du lien.» Et notamment des rencontres avec les habitants de la commune.

Pour cela, le rôle des associations est jugé primordial pour accompagner les assistants sociaux de l'Hospice général. Les bénévoles de Tessera seront appelés à organiser des activités avec les migrants, notamment des ateliers de pratique du français. Dans la salle, la présence d'un membre du comité du Veyrier Sports, le club de foot de la commune, est saluée. «Vous aurez la pos-



Environ quatre-vingt Veyrites ont voté la création de Tessera, jeudi soir. JPDS

sibilité de sortir ces personnes de l'anonymat. De donner une dimension plus humaine à cet accueil», ajoute Katia Zenger.

Aucune arrivée avant 2017

Mais quand arriveront ces migrants? Combien seront-ils? Où sera installé le foyer et jusqu'à quand? Les premières questions de l'assemblée sont d'ordre pratique. «Rien n'a encore été décidé, regrette le magistrat Raymond Gavillet. Nous parlons de trois possibilités: un terrain au centre du village, un autre vers Troinex et une parcelle proche des Grands-Esserts. Le Conseil administratif a demandé d'en accueillir environ 250, mais nous verrons bien

combien de migrants l'Hospice général nous confiera.» Pour l'heure, les tâches des nouveaux membres sont réduites. Il faudra attendre 2017 pour voir les premiers projets se réaliser.

«Il ne faut pas rester inactif en attendant, insiste Renaud Gautier, ancien député PLR. Chacun doit dès aujourd'hui parler à ces gens qui ont peur, leur expliquer que non, ce n'est pas l'enfer qui arrive.» L'assemblée se termine au bout de deux heures. À l'instar de Bernex, Carouge ou Versoix, la commune de Veyrier peut donc elle aussi, depuis jeudi soir, compter sur une association d'habitants pour faciliter l'intégration de ses migrants. **I**

NATIONS UNIES

JEAN ZIEGLER RESTE AU COMITÉ CONSULTATIF DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Jean Ziegler va continuer à œuvrer comme vice-président du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme. Seul candidat du groupe européen, le Genevois a été reconduit vendredi soir sans surprise. Cette nomination au sein de l'organe de 18 experts a été validée, alors que l'ancien rapporteur spécial sort le livre «Chemins d'espérance» dans lequel il raconte quinze ans de combats à l'ONU. Il appelle à l'action tout en égratignant le Conseil des droits de l'homme. **ATS**

SÉCURITÉ

LA POLICE GENEVOISE SONDE LA POPULATION

La police genevoise va sonder la population du canton afin de mieux cerner ses préoccupations en matière de sécurité. L'étude sera lancée lundi auprès de 2750 personnes. L'analyse des résultats permettra de renforcer, dès 2017, la mise en œuvre de la police de proximité. Les personnes sondées habitent dans cinq communes engagées dans un contrat local de sécurité, à savoir la Ville de Genève, Carouge, Meyrin, Plan-les-Quates et Vernier, a indiqué vendredi le Département de la sécurité et de l'économie (DSE). Un sixième groupe est domicilié dans la campagne genevoise. Il s'agit de la cinquième édition du diagnostic local de sécurité qui permet à la population genevoise d'exprimer ses attentes par rapport à la police, à ses priorités et modes d'intervention. Les sondés recevront un courrier postal. Ils pourront répondre aux questions via un site internet sécurisé ou par téléphone. **ATS**

GENÈVE

DÉBAT SUR LES INÉGALITÉS DÈS 18H30 À LA MAISON DE LA PAIX

Annoncé dans notre édition de vendredi, le débat organisé mardi par la FGC sur les inégalités aura lieu dès 18 h 30. À la suite d'une mauvaise manipulation, le lieu de la conférence faisait aussi défaut: l'auditorium Ivan Pictet de Maison de la paix accueillera le panel composé de René Longet, président de la FGC, Pio Wennubst, vice-directeur de la Direction du développement et de la coopération (DDC), Gilles Carbonnier, professeur en économie internationale à l'IHEID, Jean Rossiaud, co-directeur du Forum démocratique mondial, Fabienne Lagier, secrétaire générale adjointe de l'ONG Enfants du Monde, et la professeure Fatou Sarr, directrice du Laboratoire Genre et Recherche scientifique à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. **BPZ**